

LUMCO

Large Urban Mayors' Caucus of Ontario

NOTE D'INFORMATION AU COMITÉ PERMANENT DES FINANCES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES : CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES

Objet

La présente note d'information a pour but de présenter des renseignements généraux sur les principales priorités des grandes villes ontariennes, afin qu'elles puissent être prises en compte dans le processus de consultation budgétaire. Ses priorités sont notamment la création d'emplois, la circulation et l'engorgement routier, la résilience des infrastructures et le logement abordable.

Enjeu : La création d'emplois

- La création d'emploi est une question urgente dans notre pays; en effet, la croissance de l'emploi, qui a été inégale depuis la fin de la récession, est particulièrement décevante en 2014.
- Selon le rapport de Statistique Canada intitulé *Le marché du travail au Canada et aux États-Unis depuis la dernière récession* (juillet 2014) :
 - Au Canada, le taux d'emploi a enregistré un sommet historique de 64,4 % en février 2008. De juillet 2009 à juin 2014, celui-ci a peu varié, se maintenant à 62,0 %.
 - La croissance mensuelle moyenne de l'emploi était de 26 000 en 2012, avant de ralentir pour se chiffrer à 8 900 en 2013 et à 7 100 au cours des six premiers mois de 2014.
 - Au Canada, le taux d'activité a reculé pour s'établir à 66,0 % en mai et juin 2014. Il s'agit du plus bas taux d'activité au Canada depuis août 2001.
- La croissance de l'emploi est fortement déséquilibrée dans l'ensemble du pays. Alors que les régions riches en ressources connaissent une prospérité sans précédent, le centre industriel peine toujours à se remettre de la récession mondiale, cinq années plus tard.

Principales considérations

- Les maires des grandes villes de l'Ontario sont d'avis que, même si tous les ordres de gouvernement travaillent à la création d'emplois et à la croissance de l'économie, ce travail est trop souvent réalisé en vase clos. Il nous faut une stratégie d'emploi solide et diversifiée pour l'Ontario et le Canada. Il faut qu'à tous les niveaux, les dirigeants s'engagent à travailler de concert à l'élaboration de cette stratégie essentielle.

- En tant que maires, nous demandons à nos partenaires des gouvernements provincial et fédéral de collaborer avec les dirigeants des villes pour élaborer une stratégie d'emploi solide et diversifiée, qui comporte des mesures relatives aux enjeux suivants :
 - Réforme du marché du travail : programmes d'apprentissage ou de formation professionnelle; réforme de l'immigration.
 - Développement du commerce international et des investissements directs étrangers, par l'entremise d'un nouveau programme commercial commun aux gouvernements fédéral, provincial et municipaux.
 - Investissements d'infrastructure visant les problèmes qui empêchent notre économie de prospérer, notamment le vieillissement des infrastructures de transport et l'insuffisance du transport en commun.
- Cette stratégie favorisera la création d'emplois et la croissance de l'économie aux niveaux municipal, provincial et national.

Enjeu : La circulation, le transport et l'engorgement routier

Contexte

- Les maires des grandes villes de l'Ontario étaient unanimes pour dire que de nouveaux investissements sont impératifs à l'égard des routes et du transport en commun dans nos grandes régions urbaines et nos villes de taille moyenne. Les familles et les entreprises canadiennes sont d'accord : l'engorgement routier est l'un des principaux problèmes dans nos communautés aujourd'hui. Il nous en coûte des emplois et des investissements, sans parler du temps perdu dans les embouteillages.
- Dans l'ensemble du Canada, le tiers des routes nécessite des réparations importantes.
- Tous les ans, l'engorgement routier se traduit par des pertes de productivité de 10 milliards de dollars et on passe en moyenne 34 jours par année à bord de son véhicule pour se rendre au travail et en revenir (Fédération canadienne des municipalités).
- Les investissements dans les infrastructures produisent des retombées économiques. Chaque dollar investi dans les infrastructures :
 - peut produire jusqu'à 1,11 \$ de croissance économique (Conference Board du Canada);
 - réduit les coûts des entreprises de 11 cents en moyenne (Statistique Canada);
 - accroît la productivité des travailleurs – les investissements dans les infrastructures comptent pour 24 % de la croissance de la productivité du travail récemment enregistrée (données estimatives du Conference Board).

Principales considérations

- Les investissements réalisés à ce jour ont été insuffisants et les résultats en sont évidents : métros et autobus remplis à l'excès et autoroutes engorgées. Pour les entreprises et les résidents du Canada, le problème des embouteillages doit être réglé. Ce qui signifie qu'il nous faut l'argent pour le régler.

- Les maires des grandes villes de l'Ontario croient qu'il est temps que les dirigeants gouvernementaux s'engagent à investir dans le désengorgement routier. Le temps est venu d'envisager sérieusement de nouvelles sources de revenus. Il nous faut une nouvelle entente de base pour le financement du transport en commun et l'amélioration du transport.
- Bien que les annonces du gouvernement fédéral relativement à des plans d'infrastructures nous encouragent, nous ne savons toujours pas bien si le financement annoncé constitue une réduction de l'aide fédérale à l'égard de cette priorité nationale absolue, parce que sa répartition n'a pas été précisée. Nous nous inquiétons aussi grandement du fait que la portée de ces fonds ait été diluée en rendant admissibles de nombreux autres types d'infrastructures, tels que les pipelines.

Enjeu : La résilience des infrastructures

Contexte

- L'augmentation du nombre de phénomènes météorologiques violents (destruction de ponts et de routes, refoulement d'égouts et bris de réseaux électriques) constitue une menace grandissante pour les infrastructures du Canada.
- L'adaptation et le renforcement des infrastructures municipales pour répondre aux répercussions des changements climatiques ne relèvent plus de la planification à long terme. En négligeant de nous préparer, nous mettons nos communautés en péril et nous nous réservons d'énormes factures.
- Les inondations à Toronto et Calgary, l'été dernier, ont coûté à ces villes plus de 600 millions et de 250 millions de dollars respectivement, sans parler des coûts humains liés à la destruction des maisons et aux bouleversements dans la vie quotidienne. L'inondation de Calgary, qui a coûté plus de 5 milliards de dollars, a été la catastrophe naturelle la plus coûteuse de toute l'histoire du Canada.
- Depuis 1980, les compagnies d'assurance du Canada doublent tous les cinq ans les montants versés à l'égard des catastrophes naturelles, une tendance qui ne montre aucun signe de ralentissement.
- Cet été, une tornade a frappé Angus, près de Barrie, détruisant des maisons et causant des dommages évalués à 30 millions de dollars. En Ontario, la ville de Burlington a reçu l'équivalent de deux mois de pluie en un seul jour; des routes ont été emportées et des maisons inondées. Les coûts pour notre économie sont très élevés et la menace pour la sécurité de nos résidents est bien réelle.

Principales considérations

- Les gouvernements de tous les ordres devront prendre des mesures immédiates afin d'atténuer l'effet des phénomènes météorologiques violents et veiller à ce que les communautés aient les ressources nécessaires pour faire face à ce grave problème.
- Il sera essentiel de bâtir des infrastructures pouvant résister aux effets des changements climatiques, dans un monde où augmentent les températures, les pluies et les tempêtes violentes.
- Le Canada doit adopter une approche axée sur l'avenir afin d'incorporer les changements climatiques aux processus de planification des infrastructures et de prise

de décisions, à tous les niveaux de gouvernement. Les conditions météorologiques extrêmes, que l'on voyait seulement dans les films, nous touchent tous aujourd'hui.

Enjeu : Le logement abordable

Contexte

- Le logement abordable est un enjeu national et les maires des grandes villes de l'Ontario demandent aux dirigeants provinciaux de transférer les coûts du logement social à la province. Cette question requiert toutefois l'attention de tous les ordres de gouvernement.
- Le logement compte pour 20 % du PIB du Canada.
- Tant pour les nouvelles constructions que pour les rénovations, chaque million de dollars affecté au logement génère environ trois emplois équivalents temps plein, ainsi que dix autres emplois indirects ou auxiliaires (Fédération canadienne des municipalités).
- Selon un rapport récemment publié par l'Association du logement sans but lucratif de l'Ontario (ALSBLO), plus de 165 000 ménages sont en attente d'un logement abordable en Ontario. Jamais la liste d'attente n'a été aussi longue depuis que l'ALSBLO a commencé à consigner ces données, en 2003.
- Les pires délais d'attente pour le logement subventionné en Ontario sont dans la grande région de Toronto : 8,39 ans dans la municipalité régionale de Peel, 7,57 ans dans la municipalité régionale de York et 6,67 ans dans la ville de Toronto.

Principales considérations

- Compte tenu de l'augmentation des prix des biens immobiliers dans les grandes villes canadiennes, les municipalités ont besoin de l'aide de la SCHL et du financement connexe afin de maintenir l'offre de logements abordables et de commencer à réduire les délais d'attente.
- On pourrait examiner certaines approches pour favoriser l'accession à la propriété abordable, notamment l'adoption de politiques fiscales fédérales qui aident les familles à faible revenu, afin de leur donner la fierté d'être propriétaires et de se constituer un actif.
- Mais ce n'est qu'en investissant sérieusement dans des projets d'immobilisation du secteur du logement abordable que nous pourrions nous attaquer à cette crise et, par le fait même, réduire les coûts connexes pour nos hôpitaux, nos services sociaux et d'autres services gouvernementaux.

Conclusion

- Les problèmes des grandes villes ontariennes sont les mêmes que ceux des Canadiens des autres villes du pays. Pour avancer, nous devons placer l'investissement dans les infrastructures et le transport en commun au centre de notre stratégie économique nationale.

- Quand les municipalités ont été créées au Canada, moins du quart de la population était citadine. La situation a complètement changé et, aujourd'hui, plus des trois quarts de la population habitent à la ville.
- Le système actuel, selon lequel les municipalités perçoivent seulement huit cents sur chaque dollar d'impôt payé, n'est pas viable. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un cadre dans lequel on tiendrait compte du fait que, à l'heure actuelle, les villes assurent la prestation de la plupart des services qui structurent nos vies en tant que Canadiens.
- Par exemple, des modifications au régime fiscal canadien pourraient aider à stimuler les fonds de retraite ou l'investissement privé dans les infrastructures et ceci pourrait aider à éliminer le déficit infrastructurel.
- Les maires des grandes villes de l'Ontario sont impatients d'entreprendre la collaboration avec les gouvernements fédéral et provincial afin d'élaborer les solutions requises pour mettre sur pied des villes prospères et sûres dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Le Large Urban Mayors' Caucus of Ontario

Le Large Urban Mayors' Caucus of Ontario (LUMCO) représente 67 % de la population de l'Ontario. À l'heure actuelle, 26 grandes villes ontariennes ont une population de plus 100 000 habitants.

Jeff Lehman, maire de la Ville de Barrie, est l'actuel président du Large Urban Mayors' Caucus of Ontario. Karen Farbridge, mairesse de la Ville de Guelph, assure la vice-présidence du caucus. L'objectif du LUMCO est d'appuyer et de favoriser le développement de gouvernements municipaux solides et efficaces pour les grandes villes de la province. LUMCO s'intéresse aux enjeux qui touchent ses villes membres et prend au besoin des mesures concertées afin de protéger les droits, les services ou les programmes de ses membres. Pour obtenir plus de renseignements, on peut consulter le site ontariobigcitymayors.ca.